



**LETTRE D'ACCORD ENTRE
LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET
LA RABITA MOHAMMADIA DES OULEMAS CONCERNANT LA RÉALISATION DU PROJET D'APPUI A
LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA DÉLEGATION GÉNÉRALE A L'ADMINISTRATION
PÉNITENTIAIRE ET A LA REINSERTION
LORSQUE LE PNUD FAIT FONCTION DE PARTENAIRE DE RÉALISATION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Rabita Mohammadia des Oulémas,

A la suite du succès de la réalisation du premier accord signé en 2016 entre la Rabita Mohammadia des Oulémas et le Programme des Nations Unies pour le Développement pour la formation et la sensibilisation du personnel de prison, d'oulémas relais, d'éducateurs pairs et de détenus en matière de prévention de l'extrémisme et de promotion d'un discours de tolérance dans le cadre du projet « Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion »,

1. J'ai l'honneur de me référer aux consultations qui ont eu lieu entre les représentants de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (ci-après dénommée « la DGAPR »), du Programme des Nations Unies pour le Développement (ci-après dénommé « le PNUD ») au Maroc et de la Rabita Mohammadia des Oulémas en ce qui concerne la fourniture de services par cette dernière en vue de la réalisation du projet **00091234 - Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR)**, ainsi qu'il est énoncé à l'appendice 1 : Document de projet, pour lequel le PNUD a été choisi comme partenaire de réalisation.

2. Conformément au Document de projet et aux conditions énoncées ci-après, nous confirmons notre accord pour la mise en œuvre par la Rabita Mohammadia des Oulémas aux fins de la réalisation du projet, des activités ainsi qu'il est énoncé à l'appendice 2 : Description des activités (ci-après dénommées les « Activités »). D'étroites consultations auront lieu entre la Rabita Mohammadia des Oulémas et le PNUD sur tous les aspects desdites Activités.

3. La Rabita Mohammadia des Oulémas endosse l'entière responsabilité de la mise en œuvre de toutes les Activités, avec la diligence et l'efficacité requises et conformément à son Règlement financier et à ses Règles de gestion financière.

4. Dans la mise en œuvre des Activités prévues en vertu de la présente Lettre d'accord, le personnel et les sous-traitants de la Rabita Mohammadia des Oulémas ne doivent à aucun égard être considérés comme des salariés ou des agents du PNUD. Le PNUD décline toute responsabilité concernant les réclamations fondées sur des actes ou des omissions de la Rabita Mohammadia des Oulémas ou de son personnel, ou de ses prestataires ou du personnel desdits prestataires, résultant de l'accomplissement des Activités, ou concernant toute plainte en cas de décès, dommages corporels, invalidité, dégâts matériels ou d'autres risques encourus par la Rabita Mohammadia des Oulémas et son personnel dans le cadre du travail accompli pour le projet.

5. Les sous-traitants, y compris les ONG sous contrat avec la Rabita Mohammadia des Oulémas, travaillent sous la supervision du représentant désigné de la Rabita Mohammadia des Oulémas. Ces sous-traitants doivent rendre compte à la Rabita Mohammadia des Oulémas de la façon dont ils s'acquittent des fonctions qui leur ont été attribuées.

6. À la signature de la présente Lettre d'accord, le PNUD effectuera les paiements à la Rabita Mohammadia des Oulémas en respectant le calendrier des paiements figurant à l'appendice 3 : Échéancier des services, facilités et paiements.

7. La Rabita Mohammadia des Oulémas ne doit prendre aucun engagement financier et n'engager aucune dépense qui résulterait en un dépassement du budget pour la mise en œuvre des Activités, tel qu'il est énoncé dans l'appendice 3. La Rabita Mohammadia des Oulémas doit consulter périodiquement le PNUD sur l'état et l'emploi des fonds et informer promptement le PNUD chaque fois qu'il/elle aura connaissance d'une insuffisance du budget pour les Activités risquant de compromettre la pleine réalisation du projet, conformément à l'appendice 2. Le PNUD n'est en aucun cas tenu d'allouer des fonds à la Rabita Mohammadia des Oulémas ni de rembourser les frais par lui/elle engagés en sus du budget total tel qu'il figure dans l'appendice 3.
8. La Rabita Mohammadia des Oulémas doit soumettre un rapport financier cumulatif pour chaque trimestre (aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre). Ce rapport sera soumis au PNUD par l'intermédiaire du Directeur de pays du PNUD ou du Représentant Résident du PNUD dans les 30 jours à compter de ces dates. Il sera présenté conformément au format standard pour les rapports des dépenses du PNUD [dont un modèle est fourni par l'appendice 4]. Le PNUD inclura le rapport financier de la Rabita Mohammadia des Oulémas dans le rapport financier du projet 00091234 - Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la DGAPR.
9. La Rabita Mohammadia des Oulémas doit présenter les rapports intermédiaires d'activité relatifs aux Activités qui pourront raisonnablement être demandés par le chef de projet dans l'exercice de ses fonctions.
10. La Rabita Mohammadia des Oulémas doit remettre un rapport final dans les 12 mois suivant l'achèvement ou la cessation des Activités. Ce rapport comprendra la liste du matériel durable acquis par la Rabita Mohammadia des Oulémas et tous les états financiers audités ou certifiés et les pièces justificatives et registres y afférents concernant les Activités, conformément à son Règlement financier et à ses Règles de gestion financière.
11. Il sera disposé de l'équipement et des fournitures que le PNUD aura procurés ou financés selon les modalités convenues par écrit à cet égard entre le PNUD et la Rabita Mohammadia des Oulémas.
12. Toute modification apportée au Document de projet qui est susceptible d'affecter le travail effectué par la Rabita Mohammadia des Oulémas conformément aux dispositions de l'appendice 2 ne doit être recommandée qu'après consultation entre les parties.
13. Les Parties doivent veiller à ce que toutes les questions qui ne sont pas expressément couvertes par la présente Lettre d'accord soient tranchées conformément aux dispositions appropriées du Document de projet et de ses révisions et conformément aux dispositions applicables des Règlement financier et Règles de gestion financière de la Rabita Mohammadia des Oulémas et du PNUD.
14. Les modalités décrites dans la présente Lettre d'accord demeureront applicables jusqu'à la fin du projet ou jusqu'à l'achèvement des Activités de la Rabita Mohammadia des Oulémas conformément aux dispositions de l'appendice 2, ou jusqu'à la résiliation de la présente Lettre d'accord effectuée par écrit (avec 30 jours de préavis) par l'une ou l'autre des parties. Le calendrier des paiements figurant à l'appendice 3 continue de s'appliquer tant que la Rabita Mohammadia des Oulémas continue de s'acquitter de ses obligations, sauf notification contraire donnée par écrit à celui-ci/celle-ci par le PNUD.
15. Tout solde de fonds non déboursés et non engagés après la fin des Activités doit être restitué au PNUD dans les 90 jours.
16. Tout amendement à la présente Lettre d'accord doit être établi par écrit, avec le consentement mutuel des parties.
17. Toute correspondance ultérieure concernant la présente Lettre d'accord, autres que les lettres d'accord signées et amendements y afférents, doit être adressée à M. Philippe POINSOT, Représentant Résident, PNUD Maroc, 13, Avenue Ahmed Balafrej, Casier ONU, Souissi, Rabat – Maroc.
18. La Rabita Mohammadia des Oulémas doit informer le Directeur de pays/Représentant Résident du PNUD de toutes les actions qu'il/elle entreprend dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente Lettre.

19. Le PNUD peut suspendre intégralement ou partiellement l'application du présent accord, moyennant un préavis écrit, dans le cas où des circonstances nouvelles mettraient en péril la bonne réalisation des Activités.

20. Tout différent entre le PNUD et la Rabita Mohammadia des Oulémas découlant de la présente Lettre d'accord ou ayant trait à celle-ci qui ne pourrait être réglé par la négociation ou par tout autre mode de règlement sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, à un tribunal d'arbitrage composé de trois membres. Chaque partie désignera un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés nommeront un troisième arbitre qui présidera le tribunal. Si, quinze jours après la désignation des deux premiers arbitres, le troisième arbitre n'est pas nommé, l'une ou l'autre partie pourra demander au Président de la Cour internationale de justice de nommer le troisième arbitre. Le tribunal établira son règlement intérieur, deux arbitres constituant le quorum à toutes fins, et les décisions seront prises sur accord des deux arbitres. Les dépenses afférentes au tribunal, évaluées par ce dernier, seront à la charge des deux parties. La sentence arbitrale sera motivée et sans appel et aura force exécutoire pour les deux parties.

21. Si les dispositions qui précèdent recueillent votre agrément, je vous saurais gré de bien vouloir signer et renvoyer deux exemplaires de la présente Lettre à notre bureau. Votre acceptation constituera la base de la participation de la Rabita Mohammadia des Oulémas à la réalisation du projet.

Veuillez agréer, Votre Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Pour le PNUD
M. Philippe POINSOT, Représentant Résident du PNUD au Maroc
Le 6 juin 2017

Pour la Rabita Mohammadia des Oulémas
M. Ahmed ABBADI, Secrétaire Général de la Rabita Mohammadia des Oulémas
Le



Appendice 1
DOCUMENT DE PROJET

Appendice 2

DESCRIPTION DES ACTIVITES

Numéro du projet : 00091234

Titre du projet : Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR)

Résultats devant être obtenus par la Rabita Mohammadia des Oulémas :

- 20 nouveaux directeurs de prisons, chefs de détention et directeurs psychologiques venant des 4 prisons locales de Tétouan, Tanger, Larache et Nador formés au centre de formation de la DGAPR à Tifelt aux engagements internationaux en matière de droits humains au sein des prisons et pour la maîtrise des stratégies et des pratiques/attitudes relatives à la lutte contre le discours radical en milieu carcéral.
- 64 éducateurs pairs formés parmi les détenus des 4 prisons locales de Tanger, Tétouan, Larache et Nador.
- 40 éducateurs pairs formés parmi les détenus des 8 prisons ciblées initialement par le projet et identifiées comme ayant besoin en priorité de nouveaux éducateurs pairs formés.
- 15 nouveaux formateurs (personnel de la DGAPR) formés dans 3 prisons identifiées (Kénitra, Larjate, Fès) parmi les 8 prisons cibles de la première phase du projet.
- 1 film documentaire produit, composé du témoignage des personnes impliquées dans l'extrémisme violent y compris des ex-détenus (recruteurs, recrutés dans des organisations extrémistes, incitants à l'extrémisme الإشادة والتحريض) pour le renforcement des supports utilisés pour la sensibilisation et l'éducation.
- 1 document de capitalisation du projet produit afin de permettre de communiquer sur l'expérience développée par la Rabita dans le cadre du projet en partenariat avec la DGAPR, le PNUD et le Gouvernement du Japon.

Travail devant être accompli par la Rabita Mohammadia des Oulémas :

Activité 2.2

Organisation de sessions de formation

Elaboration et mise en œuvre d'un plan de formation établi pour des directeurs de prisons, chefs de détention et directeurs psychologiques de 4 nouvelles prisons afin de les sensibiliser aux engagements internationaux en matière de droits humains au sein des prisons et pour la maîtrise des stratégies et des pratiques/attitudes relatives à la lutte contre le discours radical en milieu carcéral :

- 20 nouveaux directeurs de prisons, chefs de détention et directeurs psychologiques venant des 4 prisons locales de Tétouan, Tanger, Larache et Nador formés au centre de formation de la DGAPR à Tifelt.

Organisation et animation de formations de nouveaux éducateurs pairs dans les 4 nouvelles prisons :

- 64 éducateurs pairs formés parmi les détenus des 4 prisons locales de Tanger, Tétouan, Larache et Nador.

Organisation et animation de formations de nouveaux éducateurs pairs en fonction des besoins identifiés dans certaines des 8 premières prisons initialement ciblées par le projet :

- Un plan de formation de nouveaux éducateurs pairs établi selon les besoins et mis en œuvre, et 40 éducateurs pairs formés parmi les détenus des prisons identifiées comme ayant besoin en priorité de nouveaux éducateurs pairs formés.

Activité 2.3

Organisation des séances de sensibilisation et d'éducation par les éducateurs pairs formés dans les 4 nouvelles prisons (Tanger, Tétouan, Larache et Nador)

Activité 2.4**Formation / préparation d'accompagnateurs dans les prisons initialement ciblées par le projet**

- 15 nouveaux formateurs (personnel de la DGAPR) formés dans 3 prisons (Kénitra, Larjate, Fès) parmi les 8 prisons cibles de la première phase du projet.

Activité 2.5**Production d'un film documentaire pour le renforcement des supports utilisés dans la sensibilisation et l'éducation**

- 1 film documentaire produit, composé de témoignage des personnes impliquées dans l'extrémisme violent y compris des ex-détenus (recruteurs, recrutés dans des organisations extrémistes, incitants à l'extrémisme **الإشادة والتحريض**) pour renforcer les supports utilisés dans la sensibilisation et l'éducation.

Activité 2.6**Capitalisation de l'expérience développée par la Rabita dans le cadre du projet**

- 1 document de capitalisation du projet produit en 4 langues (Arabe, Anglais, Français, Espagnol) afin de permettre de communiquer sur l'expérience développée par la Rabita dans le cadre du projet en partenariat avec la DGAPR, le PNUD et le Gouvernement du Japon.

Description des contributions :

Ce nouvel accord fait suite au premier accord conclu entre la Rabita Mohammedia des Oulémas et le PNUD en juin 2016 dans le cadre du même projet d'Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR), et qui a permis la réalisation avec succès de la formation et de la sensibilisation du personnel de prison, d'oulémas relais, d'éducateurs pairs et de détenus en matière de prévention de l'extrémisme et de promotion d'un discours de tolérance.

D'un montant de 38 678 USD, ce premier accord a notamment permis de couvrir la rémunération des formateurs des séances de formation, l'organisation des tables rondes, l'accompagnement des éducateurs pairs ainsi que le suivi et l'évaluation globale du projet. La contribution financière de ce nouvel accord est de 40 000 USD, dont 27 500 USD financés par le Gouvernement du Japon dans le cadre de la 1ère phase du projet 00091234 – Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la DGAPR (cette première phase correspond au sous-projet 00096587 – Appui à la réforme du système pénitentiaire pour une meilleure réinsertion sociale) et 12 500 USD financés par la 2^{ème} phase du projet.

Cette contribution sera consacrée d'une part à la rémunération : des formateurs des séances de formation ; des spécialistes de la Rabita Mohammedia des Oulémas pour la formation des éducateurs pairs ; et des experts qui interviendront notamment lors de la sensibilisation aux engagements internationaux en matière de droits humains pour les nouveaux directeurs et le personnel des prisons. La même contribution financière couvrira également l'impression de guides de formation, la supervision et l'accompagnement des éducateurs pairs ainsi que le suivi et l'évaluation globale du projet, y compris l'élaboration des rapports de projet. La même contribution permettra également de financer le développement d'un documentaire de témoignages ainsi que la création d'un document de capitalisation du projet en 4 langues. Enfin, cette contribution financière couvrira les frais de déplacement et d'hébergement des formateurs ainsi que le matériel nécessaire à l'organisation des formations (flip charts, cahiers pour les participants, stylos, post-it, etc.).

La propriété intellectuelle des livrables élaborés dans le cadre de cet accord, ainsi que les questions relatives à l'utilisation de l'image des partenaires (branding, utilisation des logos, modalités de communication, etc. pour les biens et services produits) seront discutées en étroite concertation entre la DGAPR, le PNUD et la Rabita Mohammedia des Oulémas, et conformément aux dispositions des articles 11 et 12 de la présente Lettre d'accord.

Annexes :

Joindre, le cas échéant, les descriptifs des postes de consultants, les termes de référence des contrats, les spécifications techniques du matériel, les formulaires de candidature pour les formations, etc.

Appendice 3

ÉCHEANCIER DES SERVICES, FACILITES ET PAIEMENTS

PRODUITS ESCOMPTÉS et indicateurs avec cibles annuelles	ACTIVITÉS PRÉVUES	2017		2018		Budget prévu en USD	2017					2018	
		Calendrier					Description	Montant	Calendrier des paiements à effectuer par le PNUD				
		T2	T3	T4	T1				T2	T2	T3	T4	T1
Produit 2 : Renforcement des capacités des membres du personnel de prison et des conseillers religieux et moudchidates pour promouvoir un discours de tolérance Indicateurs : - Nombre de nouveaux directeurs de prisons, chefs de détention et directeurs psychologiques venant des 4 nouvelles prisons (Tétouan, Tanger, Larache et Nador) sensibilisées (H/F) - Nombre d'éducateurs pairs formés dans les 4 nouvelles prisons (Tétouan, Tanger, Larache et Nador) (H/F) - Nombre de nouveaux éducateurs pairs formés parmi les détenus des prisons identifiées comme ayant besoin en priorité de nouveaux éducateurs pairs formés (H/F) - Nombre de nouveaux formateurs formés au sein des 3 prisons identifiées (Kénitra, Larjate, Fès) (H/F) - Documentaire de témoignage produit - Document de capitalisation produit dans les 4 langues (Arabe, Anglais, Français, Espagnol)	Activité 2.2 Organisation de sessions de formation - Elaboration d'un plan de formation et organisation et animation de la formation de nouveaux directeurs de prisons, chefs de détention et directeurs psychologiques de 4 nouvelles prisons (Tétouan, Tanger, Larache et Nador) pour les sensibiliser aux engagements internationaux en matière de droits humains au sein des prisons et pour la maîtrise des stratégies et des pratiques/attitudes relatives à la lutte contre le discours radical en milieu carcéral - Organisation et animation de formations de 64 nouveaux éducateurs pairs dans les 4 nouvelles prisons (Tétouan, Tanger, Larache et Nador) - Organisation et animation de formations de 40 nouveaux éducateurs pairs en fonction des besoins identifiés dans certaines des 8 prisons initialement ciblées par le projet - Elaboration du matériel nécessaire aux séances de formation - Elaboration du rapport narratif des formations Total Activité 2.2 : 17 640 USD					75700- Training, workshop, conference	4 860 USD						
		X	X	X			6 000 USD		X				
							1 700 USD						
							3 580 USD						
							1 500 USD						

Lignes de base : - 0 directeur de sites, chef de détention et directeur psychologique formé dans les 4 prisons locales de Tétouan, Tanger, Larache et Nador - 0 éducateur pair formé parmi les détenus des 4 prisons locales de Tanger, Tétouan, Larache et Nador - 0 nouveaux éducateurs pairs formés parmi les détenus des 3 prisons identifiées (Kénitra, Larjate, Fès) - 0 nouveaux formateurs formés dans les 3 prisons identifiées (Kénitra, Larjate, Fès) - 0 documentaire produit - 0 document de capitalisation produit Cibles : - 20 directeurs de sites, chefs de détention et directeurs psychologiques formés dans les 4 nouvelles prisons (Tétouan, Tanger, Larache et Nador) - 64 éducateurs pairs formés parmi les détenus des prisons locales de Tanger, Tétouan, Larache et Nador		Activité 2.3 Organisation des séances de sensibilisation et d'éducation par les éducateurs pairs formés dans les nouvelles 4 prisons (Tanger, Tétouan, Larache et Nador) (frais d'accompagnement) Total Activité 2.3 : 6 000 USD														
					X	X			75 700- Training, workshop, conference	6 000 USD						X
		Activité 2.4 Formation / préparation d'accompagnateurs dans les prisons initialement ciblées par le projet Formation de 15 nouveaux formateurs (personnel DGAPR) dans 3 prisons identifiées (Kénitra, Larjate, Fès) parmi les 8 prisons cibles de la première phase du projet Total Activité 2.4 : 4 860 USD							75 700- Training, workshop, conference	4 860 USD	X					
		Activité 2.5 Production d'un film documentaire pour le renforcement des supports utilisés dans la sensibilisation et l'éducation Production d'un film documentaire composé de témoignage des personnes impliquées dans l'extrémisme violent y compris des ex-détenus (recruteurs, recrutés dans des organisations extrémistes, incitants à l'extrémisme الإشادة والتخريض) pour le renforcement des supports utilisés dans la sensibilisation et l'éducation. Total Activité 2.5 : 5 000 USD							75 700- Training, workshop, conference	5 000 USD	X					

Appendice 4

MODÈLE DE RAPPORT DES DÉPENSES DU PNUD

Période _____

PRODUITS ESCOMPTÉS et indicateurs avec cibles annuelles	ACTIVITÉS PRÉVUES <i>Dresser la liste de toutes les activités à entreprendre au cours de l'année en vue de l'obtention des produits</i>	Budget prévu		Paiements et dépenses		
		Description	Montant	Paiements reçus	Dépenses	Solde
		Total				